

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 3 MAI 2018**

FN/RT

OBJET : 1.2 – INVESTISSEMENTS - CONVENTION DE MANDAT – COMMUNE DE GROSPIERRES – LES THOULOZES – EXTENSION AEP

L'an deux mille dix-huit, le trois du mois de mai à neuf heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Etaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,
M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,
M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,

M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,
Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat,
M. Stéphane CIVIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Joseph FALLOT, Vice-Président du Syndicat,
M. Patrice FLAMBEAUX, Vice-Président du Syndicat,
M. Max DIVOL, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Léon VIELLARD, Vice-Président du Syndicat,

Etait excusé :

M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat

Etait absent :

M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat,

A été élu secrétaire de séance : M. Stéphane CIVIER

**OBJET : 1.2 – INVESTISSEMENTS - CONVENTION DE MANDAT – COMMUNE DE GROSPIERRES
LES THOULOZES – EXTENSION AEP -**

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et des délibérations du Comité Syndical en date du 26 mai 2014 et 3 juillet 2017).

À l'automne 2017, la commune de Grospierres a réalisé des travaux d'assainissement au quartier « Les Thoulouzes ». La commune a demandé par ailleurs la desserte en eau potable du secteur.

Par délibération du bureau syndical du 7 septembre 2017, une convention de mandat entre la commune de Grospierres et le SEBA a été signée, afin de réaliser ces travaux d'extension d'eau potable en parallèle du réseau d'assainissement.

La commune de Grospierres doit réaliser d'ici peu la seconde tranche de ces travaux avec un maître d'œuvre désigné (SDEA) et une entreprise travaux déjà retenue (Boyer TP).

Elle demande en parallèle la desserte en eau potable de la parcelle ZC 152, pour un projet urbanistique, nécessitant l'extension du réseau d'eau potable sur un linéaire de 70 ml environ (avec une reprise de branchement). Le coût est évalué à 13 000 € HT (hors maîtrise d'œuvre, divers et imprévus).

Les services du SEBA proposent de prolonger cette antenne par un maillage du réseau sur un linéaire de 130 ml environ afin d'améliorer les conditions de desserte des habitats existants. Ce coût est évalué à 23 000 € (hors maîtrise d'œuvre, divers et imprévus).

Considérant les problématiques de gestion de la circulation, de coordination des entreprises, de gestion du planning, il est proposé un avenant à la précédente convention de mandat afin d'intégrer ces travaux complémentaires et de les exécuter en parallèle au réseau d'assainissement.

La maîtrise d'ouvrage de l'ensemble des travaux serait assurée par la commune, en contrepartie d'une participation financière du SEBA pour la part lui incombant.

Le montant total de l'opération d'extension et maillage du réseau d'eau potable est estimé à 41 000 € HT au stade AVP. Pour la partie extension, ces travaux relèvent de l'opération « Travaux en lien avec l'urbanisme ». De ce fait et conformément aux dispositions de la délibération du comité syndical du 9 décembre 2013, une participation communale à hauteur de 50% du montant des travaux sera appelée (en dehors des coûts spécifiques et de maîtrise d'œuvre pris en charge par le SEBA).

En se basant sur l'estimation AVP, cela donne :

- Une participation communale de 50 % X (13 000 + 2 000), soit 7 500 €.
- Une participation SEBA de 50 % X (13 000 + 2 000) + 23 000 + 3 000 (coût spécifique), soit 33 500 €.

Le Bureau Syndical est amené à délibérer sur les propositions suivantes :

- **CONFIRMER** la réalisation des travaux,
- **VALIDER** la proposition de délégation de maîtrise d'ouvrage à la commune sur ce programme, par avenant à la précédente convention de mandat, et prise en charge financière correspondante.
- **AUTORISER** le Président à signer l'avenant à la convention de mandat.

Après en avoir délibéré, le bureau syndical, à l'unanimité des membres présents, **ADOpte** ces propositions.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

Le Président,

Jean PASCAL